

EELV : tournant ou continuité ?

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 8 avril 2014

Europe Ecologie – Les Verts (EELV) vient, ces dernières semaines, de marquer la situation politique. D’abord par les résultats obtenus par la formation lors des élections municipales. Et, ensuite, par la décision – prise par les ministres écologistes, puis ratifiée par leur parti – de ne pas participer au gouvernement dirigé par Manuel Valls.

Il convient d’analyser un peu en détail ces deux éléments... avant d’en tirer éventuellement des conclusions en termes d’orientation politique.

Derrière les résultats électoraux

Concernant les résultats de EELV, on peut utilement se référer à ce qu’écrit R. Martelli (1) : « si l’on s’en tient aux 65 communes (ndlr : de plus de 3 500 habitants) où des écologistes concourraient au suffrage, ils atteignent le score de 9,1 %. Dans 25 cas, ils sont au-dessus de 10 % et, bien sûr, ils remportent Grenoble ».

Une remarque qui rejoint les conclusions de la plupart des commentateurs, qui ont noté que les listes EE-LV avaient connu un réel succès. Ou, au minimum, qu’elles n’avaient pas été sanctionnées comme l’ont été les autres listes gouvernementales, à commencer par les listes socialistes. Alors même que EE-LV participait au gouvernement, y avait deux ministres et était donc « objectivement » co-responsable du bilan désastreux du gouvernement Ayrault, aussi bien sur le plan social... que sur le plan écologique ! Il ne semble pas non plus que l’on puisse expliquer cette indulgence de l’électorat pour EE-LV par la pertinence des réformes que les écologistes ont impulsées ou par la flamboyance de leur personnel politique.

Deux autres explications méritent donc d’être creusées.

La première concerne la thématique écologiste proprement dite : ce que nous disent – ou, plutôt, nous rappellent... – les résultats est aussi qu'un secteur significatif de l'opinion considère qu'il y a effectivement une urgence écologique bien réelle et que c'est là une opinion suffisamment importante pour lui accorder son suffrage. Même dans une élection où, pour la grande majorité des électeurs – qui se déplacent... – et dans la plupart des localités, l'enjeu est de savoir si la commune aura un maire de gauche ou un maire de droite. Cécile Dufflot l'enregistre d'ailleurs avec satisfaction : « Dans ce contexte de désolation, le score des listes écologistes est plus qu'une consolation, il est un espoir et constitue le socle du renouveau des forces du changement. La différenciation positive des écologistes a été appréciée et comprise » (2). Allons plus loin : non seulement une frange significative de l'électorat souhaite exprimer ses préoccupations écologistes mais, en plus, il lui apparaît naturel de le faire à travers le vote EE-LV. Cette expression partisane particulière de l'écologie politique a pourtant un bilan extrêmement mitigé : qu'il s'agisse de sa participation aux gouvernements dirigés par Lionel Jospin de 1997 à 2002 ou au gouvernement de Jean-Marc Ayrault depuis deux ans. Autant de gouvernements qui ne se sont pas spécialement distingués par des réalisations écologistes... quand ils n'ont pas purement et simplement tourné le dos à leurs engagements dans ce domaine. Reste que, à une échelle un peu large et même si ce n'est pas vraiment mérité, l'écologie reste assimilée autrefois aux Verts, aujourd'hui à EE-LV... En contrepoint à ce constat, il faut aussi noter que si cette « adhésion » à l'écologie politique est significative, elle reste nettement minoritaire dans l'opinion : ainsi, 56% des Français pensent que l'absence de ministres Verts au gouvernement est « une bonne chose » (3). Et ce résultat n'exprime sûrement pas une demande de plus de radicalisme écologiste mais, plutôt, un soulagement !

La seconde explication des succès municipaux écologistes concerne l'électorat des Verts, sa nature sociale et ses

motivations. Naturellement, il faut rester prudent, éviter les caricatures : le vote écolo n'est évidemment pas réservé aux « bobos » surdiplômés des centres ville ! Mais on peut quand même risquer une hypothèse qui, naturellement, mériterait d'être validée par des études électorales précises : les couches sociales qui constituent la base électorale de EE-LV ne sont pas celles qui paient aujourd'hui le plus durement la crise, celles qui sont le plus exaspérées par la politique social-libérale et ses conséquences dramatiques en termes de chômage, de précarité, de pauvreté et de désagrégation sociale. Du coup, pour cet électorat peu abstentionniste, la tentation est moindre – que dans les couches populaires plus paupérisées – de sanctionner EE-LV à cause de participation au gouvernement. Et plus grande la sensibilité à apprécier la différenciation positive des écologistes...

Reste à apprécier le contenu politique réel de cette différenciation. D'un double point de vue : celui des électeurs et celui des dirigeant-e-s du mouvement. La décision de présenter des listes autonomes EE-LV – ou, plus encore, des listes avec associations citoyennes voire des listes avec le Front de Gauche (ou certaines de ces composantes) – constitue-t-elle un virage stratégique, une rupture dont le départ du gouvernement serait, par ailleurs, la traduction logique ? Les votes pour EE-LV signifient-ils un soutien à cette stratégie d'autonomie (par rapport à la gauche libérale), l'approbation d'une ligne plus « radicale », d'une orientation « plus à gauche » ? Ce qui ouvrirait évidemment des perspectives d'alliances...

En fait, les choses sont nettement plus ambivalentes. Ainsi, l'autonomie électorale – au sens de la présentation de listes (ou de candidat-e-s) autonomes vis-à-vis du PS et donc, de fait, concurrents – est plutôt la règle, qu'il s'agisse des présidentielles, des européennes ou des régionales. Concernant les élections municipales, la stratégie électorale (de premier tour) est traditionnellement à géométrie variable. En fait, les législatives – où EE-LV doit désormais ses élus et son groupe parlementaire au bon vouloir du PS – font plutôt figure

d'exception. Ces élections municipales ne marquent donc pas une rupture : les Verts puis EE-LV ont une tradition d'autonomie électorale et de compétition avec le PS. Mais autonomie électorale ne signifie pas automatiquement plus grande radicalité ou positionnement plus à gauche. Cela peut tout aussi bien illustrer une rivalité avec le PS, sur le même créneau politique et sur les mêmes couches sociales.

Rupture politique ou manœuvre politicienne ?

Justement : la décision récente de EE-LV de ne pas participer au nouveau gouvernement dirigé Manuel Valls constitue-t-elle la matérialisation d'une évolution et d'une véritable rupture ? Ou bien s'agit-il d'une posture politique et électoraliste, EE-LV prenant quelques distances avec une majorité gouvernementale discréditée, dans la perspective de tirer son épingle du jeu lors des prochaines consultations (européennes, régionales et... présidentielle de 2017) ? Avec une once de mauvaise foi – dans la mesure où, lorsque les Verts participaient au gouvernement, les commentateurs les interpellaient régulièrement sur les couleuvres qu'ils étaient obligés d'avaler... – ces mêmes commentateurs n'ont pas manqué de souligner le paradoxe qu'il y avait à quitter le gouvernement au moment où leur était offert tout ce qu'ils avaient revendiqué en vain : un grand ministère de l'Ecologie, l'assurance du maintien de la position gouvernementale sur les gaz de schiste, une inflexion sur l'EPR, une dose de proportionnelle et, vraisemblablement, la fin de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes... Et de tracer le portrait d'écologistes décidément imprévisibles...

Mais, au-delà des préventions – évidemment justifiées ! – par rapport à la personnalité et à l'orientation politique de Manuel Valls, que disent les dirigeants d'EE-LV, à commencer par les ex-ministres, pour justifier leur position ? Pour Cécile Dufflot (2), la cause est entendue : « Alors était-ce une bonne proposition ? Optiquement, oui. Mais politiquement, quelles garanties avons nous après deux ans de gouvernement commun qu'elle serait appliquée ? Aucune, puisque le Président de la République a clairement indiqué que son cap ne varierait

pas d'un pouce ». Et de rappeler que, précisément, EE-LV réclamait depuis plusieurs mois un « changement de cap » anticipant la demande exprimée par les électeurs lors des Municipales. Pascal Canfin insiste, lui, sur la contradiction entre une transition écologique – qui nécessite des investissements – et le maintien d'une politique économique d'austérité et de réduction des déficits « qui nous conduit dans le mur ». On pourrait juste s'étonner... que les ministres EE-LV ne s'en soient pas rendu compte plus tôt ! Toujours est-il qu'aujourd'hui, ils affirment un nouveau credo : « Sans changement de cap, sans davantage de fermeté face aux lobbies, sans bras de fer avec Bruxelles, sans faire le choix d'une politique de relance écologique, la transition restera un mot creux, une opération de communication destinée à être vidée de son sens comme le fût jadis le Grenelle de l'environnement »
(2)

Soulignons aussi un élément du discours de C. Dufflot passé un peu inaperçu : détaillant avec une certaine cruauté les offres politiques « nouvelles » de M. Valls, elle s'est fait un malin plaisir d'indiquer à quelle page de l'accord passé (en novembre 2011) entre EE-LV et le PS (4) on pouvait les trouver ! Autrement dit, M. Valls semblait s'engager à mettre en œuvre des propositions... sur lesquelles le PS s'était déjà engagé il y a 3 ans... et qu'il avait oublié depuis.

Reste à apprécier l'ampleur du changement de ligne que représente pour EE-LV le départ du gouvernement et les perspectives que cela peut (ou non) ouvrir. Notons d'abord que simultanément à cette décision, à son annonce et à sa justification, les dirigeants de EE-LV ont tenu à réaffirmer immédiatement un double positionnement : premièrement, EE-LV a vocation à « exercer le pouvoir ». C. Dufflot est tout à fait explicite à ce sujet : « Je continue donc plus que jamais de défendre le principe de la participation à un gouvernement et je souhaite un jour faire part de mon expérience aux quatre, cinq, dix membres écologistes d'un futur gouvernement, dans un rapport de force différent et avec des partenaires plus désireux de conduire réellement une politique écologique, au-

delà des postures de communication ». De façon tout à fait claire, le positionnement plus autonome en pratique et la non participation au gouvernement ne signifient pas un changement de stratégie, encore moins le choix de « l'opposition de gauche ». La stratégie demeure : « l'autonomie des écologistes et le rassemblement avec la gauche ». Et sa déclinaison actuelle est le vote de confiance par une majorité de députés écologistes, les autres s'abstenant. Ce qui sanctionne, qu'on le veuille ou non, une appartenance à la majorité..

Ce que conforte la seconde affirmation : pas question d'ouvrir la voie à de convergences avec le Front de Gauche, renvoyé pour l'occasion à son archaïsme productiviste. C'est le point de vue ferme, répété tout aussi bien aussi bien par E. Cosse (secrétaire nationale de EE-LV) que par C. Dufflot : « je veux dire ici une chose bien claire : je ne crois pas à la guerre des gauches. Et l'écologie politique ne servira jamais de variable d'ajustement ou d'idiot utile dans les règlements de compte entre les forces déclinantes du productivisme ». Pas question donc de convergences électorales (pour les élections européennes, par exemple), ni dans l'action : EE-LV ne participera pas aux manifestations du 12 avril.. même si des écologistes, y compris des élu-e-s, seront présents.

Pour poursuivre la discussion

On l'aura compris : le départ d'EE-LVV du gouvernement modifie évidemment le cadre du débat à gauche. Mais, pour autant, cela ne dégage pas une voie royale dont l'alliance municipale victorieuse de Grenoble serait le signe avant-coureur... La fin de non-recevoir assez brutale adressée par EE-LV aux ouvertures de Jean-Luc Mélenchon et du Parti de Gauche montre bien que le chemin risque d'être long et tortueux !

Il ne faut pas sous-estimer les obstacles. Bien sûr, EE-LV bataille vigoureusement pour garder le monopole de l'expression politique de l'écologie. Il serait peu raisonnable de penser construire des convergences politiques avec EE-LV en mettant de côté les thématiques écologistes ! Or, de ce point de vue, force est de constater que, au moins en termes d'image pour le Front de Gauche, les positionnements

de Ensemble ou du Parti de Gauche pèsent peu face à ceux de la principale composante, le Parti communiste dont la culture demeure profondément marquée par le productivisme. Raison supplémentaire pour mener vigoureusement ces débats au sein du FdG...

Mais chercher des convergences politiques sur le terrain de l'écologie n'implique pas seulement de se confronter à l'héritage obsolète du vieux mouvement ouvrier. Cela implique aussi de se confronter aux illusions du capitalisme vert qui constituent le credo de la plupart des responsables d'EE-LV. Plus que jamais, il nous faut conjuguer la critique sociale anticapitaliste et la préoccupation écologiste. L'écosocialisme, en quelque sorte...

François Coustal

Notes

1. Roger Martelli : « Bilan des municipales. Décevant Pénible, pour le PCF, décevant pour le Front de Gauche ». Publié initialement sur le site Cerises. On peut le lire aussi sur le site

Ensemble : www.ensemble-fdg.org/content/bilan-des-municipales-p%C3%A9nible-pour-le-pcf-d%C3%A9cevant-pour-le-front-de-gauche

2. Discours de Cécile Duflot au Conseil Fédéral d'EELV

<http://eelv.fr/2014/04/05/discours-de-cecile-duflot-au-conseil-federal-eelv/>

3. Sondage BVA / I-Télé / CQFD / Le Parisien – Aujourd'hui en France (publié le 6 avril 2014)

4. « 2012-2017 : socialistes et écologistes, ensemble pour combattre la crise et bâtir un autre modèle de vivre ensemble ».

<http://www.parti-socialiste.fr/static/13161/socialistes-et-ecologistes-ensemble-pour-combattre-la-crise-et-batir-un-autre-modele-de-vivre-ensem-177774.pdf>.